

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 265 JEUDI 20 AVRIL 1978 3 F

hebdomadaire

Editorial

Vers un syndicalisme à l'italienne ?

A PRÈS Giscard d'Estaing, c'est Raymond Barre qui recevait les représentants des centrales syndicales. C'est à la suite de ces entrevues que notre vaillant économiste doit décider de quelle manière il conçoit l'application du « Programme de Blois ».

Chacun des interlocuteurs connaissant d'avance les intentions de l'autre, ce genre d'entrevue n'a qu'une utilité, renforcer dans l'opinion publique l'image de marque d'un premier ministre libéral, conciliant, partisan d'une politique de « conciliation ».

L'objectif semble d'ailleurs atteint puisque chacun des responsables syndicaux s'est déclaré satisfait de l'entretien. Le plus significative des déclarations est celle d'Edmond Maire, dans la mesure où la C.F.D.T. apparaît souvent, au travers des luttes, comme l'organisation syndicale la plus intransigeante, la plus disposée à engager des luttes dures sur des revendications plus importantes que celles de ses partenaires.

La situation syndicale post-électorale place la C.F.D.T. devant un choix capital pour son avenir. Les récentes élections professionnelles indiquent en effet un peu partout que la C.G.T. perd du terrain, au profit de F.O. surtout, mais également de la C.F.D.T. Si cette progression constante de la C.F.D.T. peut apparaître comme la récompense de son action et de ses positions originales, il n'est pas dit que la progression supérieure de F.O. n'incite la direction de la C.F.D.T. à tempérer leurs positions afin de l'endiguer.

Une telle évolution présenterait l'avantage considérable d'avancer vers la constitution d'un front syndical plus large qui inclurait plus souvent F.O. et la F.E.N. En outre, par une telle politique, Maire justifierait les fréquentes exclusions de militants révolutionnaires et trouverait les raisons d'une épuration accentuée.

Alors, quel avenir immédiat pour les luttes syndicales ? Edmond Maire a fixé les nouvelles échéances qui incombent à un mouvement syndical « responsable » : il faut attendre 3 mois pour juger de l'action du nouveau gouvernement. Comme dans trois mois la France travailleuse fera trempette sur les plages, il faudra attendre l'automne pour entamer des actions.

Comme on peut le voir, l'attentisme des syndicats n'est pas seulement électoral. On ne peut plus, dans les conditions politiques actuelles, baser une action syndicale sur l'attente de 1981. Alors, s'achemine-t-on lentement vers un syndicalisme de style italien, prêt à faire front avec le pouvoir pour inciter les travailleurs à aider le système à résoudre la crise économique ?

Si cette évolution devait se préciser dans les mois à venir, les travailleurs anarchistes n'en auraient que plus raison de continuer leur action dans leurs entreprises. C'est la condition pour que les travailleurs ne soient pas à nouveau bernés, menés sur un terrain dangereux, celui de la collaboration de classe.

TRAVAILLEURS, LYCÉENS, ÉTUDIANTS,

POUR LE PREMIER MAI

MANIFESTONS
PLACE DE LA BASTILLE
(angle rue de la Roquette)

Lundi 1^{er} mai à 10 h

FOP.2520

Les syndicats à Matignon

L'AUSTÉRITÉ NE SE NÉGOCIE PAS ELLE SE REFUSE



Après les élections, les organisations syndicales politisées plient les reins et

L'organisation patronale relève la tête

C E n'est peut-être qu'une coïncidence, mais le récent échec de la grève du personnel de la Caisse d'Allocations Familiales de la région parisienne, donne le ton de la situation syndicale dans le pays. Cette grève, peut-être trop catégorielle et limitée à une seule caisse alors que ses revendications intéressaient la Sécurité Sociale à l'échelle nationale, a échoué malgré la remarquable combativité du personnel en majorité féminin. Pourquoi ? Il faut d'abord souligner le caractère ambigu du « soutien » de la C.F.D.T. et de la C.G.T. décidées à ne pas faire de vagues pendant la campagne électorale, l'expectative de l'Etat, organisation de tutelle, mais surtout la volonté déléguée du patronat et de ses administrateurs de « casser la grève » et de « punir les grévistes ».

Bien que soutenus activement par le syndicat Force Ouvrière, les employés ont été contraints de reprendre le travail après 61 jours de grève. Il est possible que les tractations en cours entre les parties limitent les dégâts et atténuent les conséquences de ce mouvement gratuit et on peut le souhaiter, mais l'attitude des uns et des autres au cours de ce conflit est révélateur de l'attitude actuelle des forces sociales restées en

présence après le gâchis électoral.

Quelque chose est en train de changer à la tête des appareils syndicaux et l'attitude hilarante de Maire sur le perron de l'hôtel Matignon donne à réfléchir ! Rappelons-nous ses ricaneurs lorsque Bergeron ou d'autres allaient à l'Élysée. Le bougre ! Il a pris rapidement

(suite page 4)

A la petite semaine DES PLAISANTERIES QUI NOUS SONT CHÈRES

Soyons justes, si les combines et les saloperies qui sont le lot quotidien du monde politique nous font aisément céder à l'écœurement, quelques déclarations viennent parfois égayer le triste spectacle qui nous est imposé.

Grâce à une décision gouvernementale récente, nous ne pourrions plus désormais songer à la pollution des côtes bretonnes, événement plutôt tragique, sans qu'un sourire viennois se dessine sur nos lèvres.

Pour dissiper les inquiétudes qui s'emparent des Français chaque fois qu'une catastrophe apparaît depuis la sécheresse de l'été 76, l'Etat vient de faire savoir en effet que les contribuables n'auront pas à verser d'impôt « marée noire » pour éponger les frais qu'elle a suscité, et d'ajouter que « c'est le gouvernement qui paiera » !

Comme dirait l'autre : « Pas-se-moi cent balles, c'est pour te faire un cadeau. Vraiment, ce gouvernement est impayable !

FLORÉAL

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 Eure-et-Loir : GROUPE BEAUVERON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDORE-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX - TOURCOING
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 BIARRITZ
 RHONE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
 GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants: 2^e, 5^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

— FRESNES-ANTONY
 — GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
 — MASSY-PALISEAU
 — MASSY
 — ORSAY-BURES
 — SAVIGNY SUR ORGE
 — CORDELL-ESSONES
 — BRUNOY-ET-LIAISON SEINE-ET-MARNE

BANLIEUE EST

— GAGNY
 — NEUILLY SUR MARNE
 — CHELLES
 — MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

— GROUPE DES YVELINES
 — ISSY LES MOULINEAUX - MEUDON
 BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

— AULNAY SEVRAN
 — VILLENEUVE LA GARENNE
 — LEVALLOIS
 — ASNIERES
 — COURBEVOIE COLOMBES

LIAISONS

PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS (édite Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS (édite Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISES DE CALBERSON (Paris 18^e)
 CERCLE INTER-BANQUES

De l'Aisne, Sisteron, de l'Aube, La Ferté-Macé - Fiers, La Rochelle, Vierzion, Bégard, Lannion, Châteauroux, Concarneau, Amboise, Chinon, Montpellier, Lons-le-Saunier, St-Sever, St-Etienne, Le Puy, Nantes, Vendôme, Montoire, Blois, Coutances, Laval, St-Lô, Vannes, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Albert, Brest, Centre-Bretagne, Poitiers.

Permanences des groupes

Groupe de Marseille: le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de «Culture et liberté», 72, Bd. Eugène Pierre, 13005 Marseille.
 Groupe de Lyon: le samedi de 15 h à 17 h, Palais du Travail (salle 25) à Villeurbanne.
 Région toulonnaise: le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.
 Groupe Jules Durand, Le Havre et Région: dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.
 Groupe Jacob: le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.
 Groupe Emma Goldman: le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.
 Groupe Louise Michel: tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert Planquette à Paris 18^e.

Groupe d'Amiens: les seconds et quatrièmes samedi de chaque mois, salle Devailly à Amiens.
 Groupe Courbevoie-Colombes: les seconds et quatrième samedis de chaque mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184, Bd. ST-Denis à Courbevoie.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT AUX RELATIONS INTERIEURES PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS

Le groupe libertaire de Bordeaux organise
SAMEDI 29 AVRIL
 de 15 h à 24 h

NEUF HEURES D'INFORMATION ET DE SOLIDARITE AVEC L'ARGENTINE

Avec la participation du COBA et la coordination libertaire latino-américaine

Au programme
 montages audio-visuels
 débat
 information
 chansons et musique
 avec

Serge Utge-Royo
 Higinio Mena
 et peut-être
 Carlos Andreu

Salle Quintin Loucheur (derrière l'hôpital Picon)

Le groupe libertaire Germinal invite ses sympathisants et tous les dégoûtés de l'électoratisme à participer

à sa prochaine
 réunion-débat
VENDREDI 28 AVRIL
 à 20 h 30

Salle du patronage laïc
 72, avenue F. Faure
 75015 PARIS

Thème de la réunion-débat
LE TROISIEME TOUR ELECTORAL PEUT-IL ETRE UNE SUBVERSION ANARCHISTE ?

Cours du groupe libertaire Louise Michel
 Tous les jeudis
 à 20 h 30
 10, rue Robert Planquette
 75018 PARIS

jeudi 27 avril
PIERRE BESNARD
 par Floréal Melgar

Le groupe libertaire de Tours organise

MERCREDI 26 AVRIL
 à 20 h 30

à la Faculté des Lettres

une réunion ouverte aux sympathisants afin de débattre des possibilités d'apparition anarchiste le premier mai

UN SERVICE REGULIER ET PRATIQUE L'ABONNEMENT

Directeur de la publication
 Maurice LAISANT
 Commission paritaire n° 55635
 Roto-group 78
 93 - Saint-Denis
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Diffusion SAEM Transport Presse
 Routage 205 - Publi Routage

Une fête contre le fichage

Pour poursuivre la mobilisation contre le fichage Haby et obtenir l'abrogation de l'arrêté du 8/8/77, la deuxième conférence nationale contre le fichage (1^{er} avril) a, entre autres, proposé et adopté l'idée d'une fête à caractère national. Cette fête aura pour but, grâce au contact direct entre les intéressés, de réaffirmer le refus du fichage scolaire, de populariser la lutte par une information prenant diverses formes (débat, stands, panneaux, films, montages diapos, sketches, spectacle de mimes).

Cette fête permettra une prise de conscience plus large, permettra à chacun d'assumer le combat contre le fichage (exemple: refus des parents de rendre le dossier scolaire), de développer la solidarité parents-enseignants contre les pressions et les représailles.

En conséquence, nous appelons le vendredi 28 avril à 18 h 30 à l'Agéca (177, rue de Charonne - Paris 11^e) à une réunion pour l'organisation de cette fête. Vos suggestions et propositions seront indispensables lors de cette assemblée à la bonne réalisation de la fête.

GRUPE E. GOLDMAN

GASTON LEVAL

Gaston Leval aura milité pour le mouvement libertaire sans mesurer l'effort, depuis sa jeunesse jusqu'à sa mort. L'effort qu'il maintiendra jusqu'au bout de sa vie le terrassera, n'arrivant pas à se remettre de la fatigue accumulée lors d'un voyage fait dernièrement en Espagne en visite aux camarades de la C.N.T.

Leval à peine sorti d'une enfance très dure qu'il raconte dans *L'enfance en croix*, contacte et rejoint les milieux libertaires à l'âge de 16 ans. A l'appel de l'armée qui coïncide avec l'ouverture de la première guerre mondiale, il s'insoumet et part en Espagne.

Malgré les tracas de l'insoumission, il saura se rendre utile pour le mouvement. Délégué de la C.N.T. au congrès de l'Internationale Syndicale Rouge à laquelle la C.N.T. avait donné son adhésion provisoire, il se rendra compte en Russie même de la situation réservée à tous ceux qui, sans être des opposants au régime bolchévique, avaient le malheur d'avoir une conception différente du socialisme. En conclusion au rapport des délégués, la C.N.T. supprimera tout embryon de rapport avec la Russie soviétique.

En Espagne lorsque l'année 1924 annonce la dictature de Primo de Rivera, il se réfugie en Argentine où sa présence fut assez considérée puisqu'il conservera, 50 ans après, des liens toujours étroits avec le mouvement syndical anarchiste argentin, la F.O.R.A., qui, traquée par la dictature, n'est plus aujourd'hui qu'un pâle reflet du vaillant syndicat anarchiste.

L'insurrection antifasciste éclate en Espagne. Le peuple espagnol sera tant et si bien avec les anarchistes que leur programme économique voit le jour sur une grande échelle. Du monde entier des militants viennent grossir les rangs des milices. Leval n'ira pas au front mais restera parmi les paysans tendant à améliorer avec eux la production et les méthodes de travail. L'œuvre économique sera assassinée en fonction du rapport de force militaire en faveur des Etats fascistes et staliniens sous l'œil complice de la neutralité des fronts populaires. Une neutralité que nos démocraties sauront apprécier 3 ans plus tard avec le déferlement d'un fascisme sûr de lui.

Leval, au cours d'un déplacement en France, en 1939, se fait arrêter comme insoumis et est emprisonné à Clairvaux durant deux années au bout desquelles il s'évadera.

Il empruntera de faux-noms pour pouvoir parler dans des réunions publiques. Son âge de conscription passé, il reprend une activité militante au milieu d'une ambiance moins mouvementée. Il éditera pendant plus de 20 ans *Les Cahiers du socialisme libertaire* devenant tour à tour *Les Cahiers de l'humanisme libertaire* et *Civilisation libertaire* dont la parution sera poursuivie après sa mort.

Jusqu'à 80 ans, il y a encore deux ans, il sera correcteur de manière à pouvoir alimenter ses maigres ressources, et, tout en s'occupant des *Cahiers*, il écrira deux livres non édités en France, *Civilisation libertaire* et un livre sur l'Etat.

Leval, dont la pensée reste à étudier, aura toujours eu le souci de dégager les éléments constructifs de l'anarchisme dans les travaux de nos penseurs. On peut citer son livre sur Bakounine paru aux éditions Spartacus, dans lequel il tente de sérier la pensée de Bakounine et non de relater une fois de plus la vie agitée du révolutionnaire russe.

Espagne libertaire 36-39, qui relate l'expérience des collectifs, préside de cette même volonté de montrer l'anarchisme comme une réalité viable.

En dehors des aléas de la vie d'un mouvement, Leval reste pour nous un camarade dont le combat reste le nôtre.

Jean-Louis LARÉDO

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805 34 06 CCP Publico 11289 15 Paris

TARIF		Sous pli fermé		Etranger	
France:	35 F	55 F	40 F		
3 mos	45 F	110 F	80 F		
6 mos	125 F	210 F	150 F		
12 mos					

Abonnez-vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prenom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):
 Cheque postal Cheque bancaire Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 1 F en timbre poste

Avec Claude François

Les « idoles » ne meurent pas pour tout le monde

UNE nouvelle association vient de se créer : le « Cercle International des Amis de Claude François ». Il fallait s'y attendre. La disparition accidentelle d'un des princes du show-biz devait nécessairement faire naître des vocations, rarement désintéressées. L'homme que l'on trouve à l'origine de cette « charitable » entreprise - qui pourrait bien être fructueuse - s'appelle Robert Masson. Il était jusqu'à ce jour le secrétaire particulier du général de Boissieu, et il affirme vouloir s'adresser surtout aux « nostalgiques ». Le déchirant appel qu'il tient de lancer aux « fans » orphelins de l'idole sautillante est de nature à nous arracher des larmes de désespoir ; oyez, braves gens : « Claude François est mort tragiquement, le 11 mars 1978, mais sa mémoire et sa légende doivent rester gravées dans nos cœurs. Venez nous rejoindre ». Masson penserait-il que l'œuvre de Cloclo soit vraiment digne d'être immortalisée ? Apparemment pas, il n'est pas idiot à ce point, et la médiocrité des rengaines de la « vedette » yéyé ne lui échappe certainement pas, mais en vérité, ce n'est pas cela qui l'intéresse. « Claude, c'était d'abord un bon commerçant », dit-il. « Chaque mot était pesé pour que ça marche ». Masson explique tout simplement son attachement à l'homme : « un type extra, toujours prêt à rendre service ». Mais le Cercle des Amis de Claude François, qui veut consacrer tous ses efforts à la diffusion de l'œuvre du chanteur, que ce soit à la radio ou à la télévision, projette également l'organisation d'un « pèlerinage » à Dannemois, où les manettes pourront s'agenouiller sur la tombe de leur dieu ; il envisage même, à plus longue

échéance, un autre « pèlerinage », plus ambitieux, en Egypte où naquit le défunt « héros ». Les cinq cent premiers candidats au cercle y seront admis, paraît-il, sans verser de cotisation. Admirez la générosité de monsieur Masson ! En marge de cette mascarade destinée à mettre un peu de baume au cœur meurtri des « fans » inconsolables, opération qui pourrait bien s'avérer rentable pour ceux qui en ont eu l'idée, il faut encore signaler que l'Eau Noire (vous connaissez ? c'est une eau de toilette, signée Claude François) se vend comme des petits pains depuis la mort du chanteur, et qu'importe si ça coûte une somme excessive, et tant pis si, question parfum, ce n'est pas toujours une réussite !

Quant aux disques du cher disparu, ils s'arrachent ; tous les records de vente sont battus. C'est une aubaine pour Flèche, qui éditait exclusivement du Cloclo, et qui va devoir songer à se recycler ou à dénicher une nouvelle star en or ; mais en attendant, le fric rentre bien, c'est toujours ça de pris, et c'est l'essentiel. En ce qui concerne les pauvres « veuves » - je veux parler des Clodettes - vont-elles devoir pointer au chômage comme de vulgaires prolos, ou bien seront-elles embauchées dans une troupe de danseuses ? Je me suis laissé dire par de mauvaises langues que, privées de leur exigeant patron, elles ne valent pas grand chose... Bon, eh bien, c'est pas le tout ça, les copains, je vous salue, car pour oublier un instant mon gros chagrin, je vais m'installer devant mon électrophone et je vais écouter Debronchart chanter rien que pour moi : J'suis heureux.

Bernard LANZA



«... Et nous sommes tous appelés à faire des sacrifices »

Mass media de la presse régionale

Quand les idéologues de la droite dure prennent la parole

DANS la fumée des élections, malgré les coups bas, tous les arguments n'ont pas été employés. Mais les démons de la droite traditionnelle autoritaire étaient là !

Dans le département, un bimensuel *Aube-Contact* se fait leur porte-parole.

Ce journal distribué gratuitement à 100 000 exemplaires dans les boîtes aux lettres est dirigé par un mégalomane ; Philippe Rochette, qui se complait dans l'ordure, donne le ton : articles à sensation sur l'affaire Patrick Henry, sur l'hystérie collective en RFA, union sacrée en Italie, etc. Le passage qui suit a été relevé dans *Aube-Contact* du 3 novembre dernier.

«... Face à moins de lâcheté de notre part, des ordures comme Baader pourraient-elles réussir des coups de force qui peuvent mettre en péril nos démocraties ? Je ne le pense pas. Nous ne savons plus risquer notre vie. Combien d'actes de vandalisme, de crimes sont commis chaque jour parce que nous sommes lâches ?

Une justice beaucoup trop clémente, des gouvernements libéraux qui, à force de libéralité, laissent s'enliser les quelques démocraties qui restent au monde dans un foutoir monstre, des hommes menacés qui ne savent plus se défendre, la vieille morale que l'on jette par-dessus l'église, l'église qui n'a plus de morale, les parents qui démissionnent devant leurs enfants et sont incapables de leur inculquer les vieux principes d'antan, des politiques qui, face à des groupes de pression restent indécis, une école sans autorité, des élèves qui prennent de l'autorité, des adolescents qui, avant d'embrasser leurs parents, réclament leur argent de poche devenu un salaire, des homosexuels qui défilent et réclament le mariage, des salariés qui sont irresponsables et qui veulent le pouvoir dans l'entreprise, des gamines de 14 ans et moins (25%) qui font l'amour comme moi je mange des spaghettis, des patrons d'entreprises mis en prison pour avoir ouvert leurs magasins le dimanche, tandis qu'un assassin est libéré après douze mois de prison, des escrocs qui ont la vie belle tandis que ceux qui travaillent honnêtement sont contrôlés et sur-contrôlés, une société assistée, bichonnée, tranquillisée, voilà ce qu'est devenue notre démocratie...

... Nous devons tous être vigilants et prêts à intervenir. Notre devoir est d'aider la police dans ses recherches. Si de tels actes (les vitres d'un quotidien local ont été brisées) doivent se reproduire dans l'Aube, je me mettrai personnellement en chasse. Au nom de la démocratie, est-il normal de laisser un journal comme Rouge titrer « Schleyer n'a pas supporté la mort de Baader ! » ou quelque chose du même genre ? Si j'étais le fils de M. Schleyer j'irais tuer l'auteur de ce titre.

Face à ces terroristes, nous sommes en guerre. Les lois de la guerre doivent être appliquées... »

De manière plus feutrée, dans *Avenir troyen*, journal électoral de Robert Galley (ministre de la coopération), nous avons relevé une attaque en règle contre le syndicalisme et le droit de grève.

Tout y est, le chantage au chômage, la lutte des classes considérée comme un concept réactionnaire. « Mieux vaut une injustice qu'un désordre ».

Le pétainisme n'est pas loin. Dans l'Aube, trois députés sur trois sont de droite et représentent l'idéologie contenue dans ces articles.

Ces journaux sont gratuits et luxueux, payés avec l'argent des travailleurs, par l'intermédiaire des rétributions patronales, publicitaires ou contribuables. L'intoxication touche toutes les classes, y compris les gens de gauche pour qui cette idéologie est à portée de mains, facile d'accès et flatte les bas instincts.

LIAISON TROYENS

Une ténébreuse affaire

Brûlée, torturée... par qui ?

LES CRS, solidaires toujours de leurs collègues des commissariats de police, ne manqueraient pas le rendez-vous : la manif interdite des femmes soutenant une jeune Allemande de 26 ans, Heide Kempe Böttcher, torturée, brûlée... par qui, on ne sait vraiment pas ! Plutôt « on » voudrait bien ne pas le savoir.

Quelques mois auparavant, deux agents de police comparaissaient devant les tribunaux français : sous prétexte d'examiner ses papiers, ils avaient emmené à l'écart une institutrice, allemande elle aussi, de 43 ans, pour la violer. Ils la violèrent.

Le cas d'Heide Kempe Böttcher relève du mystère. Les faits (rien n'est plus têtue que les faits) sont pourtant clairs et faciles à énoncer.

Heide, déprimée, buvait, avait bu. Elle appelle à l'aide son ami Jacques. Il accourt, la trouve plutôt défoncée. Le concierge, intrigué par l'interphone non raccroché, alerte la police. Jacques s'oppose à ce qu'on emmène Heide. Les flics sont les plus forts ; mais, de leur avis même, le corps d'Heide était intact quand ils l'embarquèrent.

Au commissariat du 19^e arrondissement, l'ami Jacques est gardé à vue, deux heures durant, sans possibilité de savoir où est Heide et ce qu'on fait d'elle. Il était 17 h 30 quand le car de police stoppa devant le commissariat. A 21 h 30 Jacques retrouve Heide... à Ste-Anne !

« Son corps, son sexe sont criblés de brûlures. Elle a été torturée. Brûlures au 3^e degré qui peuvent avoir été causées par des cigarettes ou quelque acide ; sur les fesses, sur les cuisses, entre le vagin et l'anus, entre les doigts... » (Du côté des femmes).

Jacques, pour retrouver Heide, a d'abord été dirigé vers l'hôpital Claude Bernard. L'interne a reçu une femme brûlée réclamant des soins d'urgence... et il l'a expédiée vers le centre psy de Ste-Anne.

Personne ne revendique cet attentat sur une jeune femme ! A moins que les brûlures par cigarettes ou acide corrosif soient d'une espèce spontanée !

Alors ? Pourquoi les menaces du pouvoir d'attaquer en diffamation la presse si elle ose suggérer que les tortures sont d'origine flicarde ? Alors, pourquoi ce déploiement de CRS de choc pour empêcher quelques 2000 femmes (y compris les copains soutenant la cause) de manifester ? Pourquoi ? Sinon parce que les brûlures sur le corps de Heide Kempe Böttcher demandent une explication et que cette explication, par trop gênante, on ne veut absolument pas qu'elle paraisse au grand jour.

Bizarre, tout de même, ce silence des mass media, bizarre que *Libération*, qui consacra deux articles à l'affaire soit menacé de poursuites, que *Le Monde* en parle avec une infinie prudence au soir de la manif.

Les femmes (collectif femmes solidarité) ont décidé de faire toute la lumière sur ces événements étranges. Faudra-t-il toutes les incarcérer, ainsi que les copains qui les soutiennent, pour injures envers nos modernes Bayard. Sans bavure et sans reproche, les doux policiers de douce France ?

Marie-Madeleine HERMET

POUR L'HEBDO

ABONNEZ-VOUS !

en bref... en bref...

Une « Grande fête du mazout » aura lieu les 29 et 30 avril à Sartrouville (Yvelines), organisée par FRAM-Communauté éducative et le journal parallèle *L'indicateur des chemins de dérive*. Animation et spectacles dans la rue et ailleurs, avec entre autres, Henri Tachan et Rufus. Bons de soutien : 30 F, disponibles dans les FNAC. Ils permettront toutes les entrées.

Les groupes « Union pacifiste » se réuniront le dimanche 23 avril à 10 h, salle PTT (proche avenue Tarayre) à Rodez.

Le 22 avril à 21 h, salle Arago à Perpignan, se tiendra une réunion sur le thème : « Dieu pour quoi faire », avec Robert Dalian, vice-président de la Libre-Pensée.

La Libre Pensée donnera deux conférences dans l'Aude avec Robert Dalian. Lundi 24 avril, 21 h, foyer de Tuchan : « Un dieu, pour quoi faire ? » Mardi 25 avril, 21 h, salle des fêtes de la mairie de Carcassonne : « Comment vivre en homme »

Sud-Champagne informations

DIEU EST AMOUR

AUBE - Monseigneur Lefevre a depuis de nombreuses années un précurseur dans le département de l'Aube. Il s'agit de l'abbé de Nantes, prêtre interdit pour ses prises de positions ultraminoritaires et qui dirige une maison religieuse à St-Parres-aux-Tertres. Il anime également un mouvement politique dénommé « La contre-révolution catholique ». Le titre est un programme. Cette organisation recouvre régulièrement les murs de Paris et de quelques départements d'affiches dont la dernière a pour texte :

MAI 68
l'illusion de la révolte
MARS 78
la désillusion du capitalisme socialisme d'Etat
Alors... Après ?
Il y a la France catholique, royaliste et communautaire
Si Dieu le veut ?
Pourquoi pas ?

On pourrait sourire. Ce serait une erreur. Dans la bonne société auboise, l'abbé de Nantes est pris au sérieux. Hier Pétain, Maurras, de Gaulle... Aujourd'hui l'abbé de Nantes. Attention, cet homme est dangereux!

Les remous au P.C.

Du bruit dans les cellules

Les remous du Parti Communiste dont nous parlions il y a deux semaines dans les colonnes de notre journal ne semblent pas s'apaiser, loin s'en faut si l'on se réfère aux positions qu'ont prises ici et là les dirigeants et les intellectuels communistes. Les commentaires que nous pouvons faire maintenant s'appuient non seulement sur telle déclaration d'intellectuels mais également, et c'est important, sur la réaction de dirigeants communistes. Dans un premier temps, ceux-ci avaient totalement ignoré les critiques que des militants de base leur adressaient. Dès lors que ces critiques émanaient de militants issus de l'appareil, la direction du PC s'est faite plus coulante et reconnaissait implicitement ce remue-ménage interne.

Il faut toutefois rappeler les origines de cette contreverse qui secoue les rangs du parti. La gauche a perdu les élections et l'analyse qu'a faite le Comité Central sur la situation politique et notamment le jugement qu'il en donne à travers ses critiques au Parti Socialiste, sont loin de satisfaire tous les militants.

Certains, tel le Collectif Max Pierrat, contestent une ligne jugée trop euro-communiste à leurs yeux; d'autres, à l'opposé de Vermesch et consorts, critiquent le sectarisme et l'orthodoxie de la direction du parti. Un point commun réunit ces deux oppositions; euro-communistes et stalinien se plaignent du manque de démocratie interne à l'intérieur du parti, ce qui les pousse à s'exprimer en dehors de la presse de leur propre organisation.



Jean Ellenstein

Néanmoins, Les prises de position ont évolué dans chacun des deux camps. Il y a ceux de la première heure, tel Raymond Jean du PCF d'Aix en Provence qui réagit en faisant parler ses tripes quand il apprend la position qu'a prise son organisation vis à vis du Parti Socialiste. Ces genres de réaction sont saines et nous ne pouvons que les approuver.

Mais viennent ensuite toute une série de politiciens, qui, en critiquant la direction du PC, savent parfaitement où ils veulent en venir. Ce sont ceux qui sont trempés dans l'appareil et parmi eux Jean Ellenstein. A la dernière réunion du secrétariat du Bureau Politique, un des points de l'ordre du jour était relatif aux contreverses qui agitent en ce moment le parti. Malgré le démenti apporté par *L'Humanité*, il ne fait guère de doute que Georges Marchais souhaitait voir se dérouler le débat sur la place publique, tout en le contrôlant, et qu'il a été mis en minorité par les autres membres du secrétariat.

Cela, Ellenstein le savait. Le lendemain de cette réunion, il alla proposer une série de trois articles au *Monde*. On ne nous fera pas croire que cette prose a été écrite en une nuit pas plus qu'Ellenstein serait l'historien aux mains blanches qui n'aurait rien à se reprocher. Quand on est directeur adjoint du Centre d'Etudes et de Recherches Marxistes (CERM), on sait ce que cela veut dire et si Ellenstein prend la liberté de critiquer ouvertement la ligne du parti, il le fait en connaissance de cause; Contre Roland Leroy, il est soutenu par une partie de l'appareil et notamment par Georges Marchais.

Les textes de Jean Ellenstein publiés dans *Le Monde* n'apportent rien de nouveau par rapport à ce que l'on savait déjà. Si ce n'est qu'Ellenstein a décidé la mémoire bien courte; il dénonce l'« anti-socialisme primaire » de son parti alors que trois mois auparavant, il se déclarait en total accord avec les décisions de la conférence nationale de janvier, conférence au cours de laquelle était confirmé, selon le PC, le glissement à droite du PS. Néanmoins, Ellenstein fait une critique plus intéressante quand il remet en cause le fonctionnement interne du parti, qualifiant celui-ci de « vertical » et souhaitant qu'il soit mis en place rapidement des structures horizontales.

A l'heure qu'il est, il faut bien se garder de jouer les prophètes: personne ne peut dire sur quoi va déboucher cette crise au sein du PC. Deux choses sont néanmoins sûres: d'une part, il existe un malaise réel dans la base du PC et notamment dans celle recrutée après le XXII^{ème} congrès. D'autre part, il existe une lutte d'appareil sans précédent à l'intérieur du parti; certains restent dans la tradition orthodoxe et d'autres voulant jouer aux libéraux. On retrouve cette lutte quand on consulte la presse communiste; *L'Humanité* dirigée par Roland Leroy, vieux stalinien, ne dit mot sur ces remous tandis que *France-Nouvelle* et *La Nouvelle Critique* se font l'écho des interrogations des militants.

En tous cas, le fameux monolithisme de pensée n'existe plus au PC, toute une façade s'est écroulée et cela est d'importance; il reste à souhaiter que les militants communistes saisissent cette occasion pour remettre globalement en cause non seulement la démocratie interne du parti mais aussi sa ligne. Cela aboutirait à l'abandon pur et simple de la théorie Marxiste-Léniniste.

Pierre BIGORNE

L'organisation patronale relève la tête

(suite de la page 1)

conscience de la situation créée par la défaite de la gauche qui a été en même temps la défaite des syndicats politisés et les vieux réflexes qui lui furent inculqués par les bons pères lorsqu'il était à la J.O.C. ont joué! Séguy, lui, n'a pas encore réagi, mais ça ne saurait tarder. Le problème le plus intéressant est de savoir lequel, du jésuite ou du stalinien, pourra courber l'échine avec le plus de crédibilité. Cependant cette mine réjouie de Maire annonce autre chose. Les précédents gouvernements ne s'étaient jamais consolés d'une C.F.D.T. née dans le giron et qui s'était dotée d'une direction « aux allures gauchistes » alors qu'ils n'ignoraient, pas plus que nous d'ailleurs, qu'à part quelques éléments turbulents venus de l'extrême-gauche, l'immense majorité des syndiqués « ex-chrétiens » était restée dans la ligne d'un socialisme aligné sur celui, bien rose, de la hiérarchie religieuse du pays. Et le gouvernement Barre se prêtera d'autant plus volontiers à la comédie de Maire que la victoire électorale de la droite a renforcé la position de Ceyrac et du patronat qui s'approprie à assurer la relève du pouvoir et à s'opposer, à la place du gouvernement qui gagnera le temps de souffler, aux revendications des travailleurs. La monnaie d'échange entre l'Etat et le patronat en direction de Maire, c'est la liberté des prix! Et pour s'en assurer il suffit de remarquer qu'aujourd'hui Ceyrac relève le menton et qu'on est loin de la mine de chien battu qui était la sienne il y a six mois et qu'il essayait de limiter les dégâts causés par une victoire possible de la gauche. Et dans ce domaine, l'attitude des administrateurs patronaux de la sécurité sociale prélude à ce que sera le partage du travail entre Barre et Ceyrac devant les revendications.

Ces palinodies des syndicats politisés est le salaire de leur servilité envers les partis politiques qui les drivent. Les travailleurs le sentent bien et les résultats des élections professionnelles un peu partout favorables à F.O. semblent le démontrer. Tout au moins on le dit. Pour ma part, je serais plus réservé, les majorités comme les minorités syndicales sont du même type que les politiques, elles sont le reflet du « marais » qui sans grande conviction fait pencher la balance dans un sens ou dans un autre. De toute façon, que ce « marais » se porte sur telle ou telle centrale syndicale au gré du vent, constitue pour celles-ci plutôt un frein qu'un accélérateur.

De toute manière, le désenchantement va limiter l'action syndicale, et le bavardage dans les hôtels de la rive gauche qui servent de ministères vont remplacer les actions ponctuelles pour un temps. Un reclassement va se faire, non pas à la tête des centrales syndicales, les recteurs sont inamovibles, mais dans l'action syndicale. Faut-il rappeler que l'action syndicale c'est d'abord la lutte dans l'entreprise entre les travailleurs et leurs patrons, et la lutte quotidienne prend naturellement un caractère « réformiste ». Tous les syndicalistes qui ne sont pas des syndicalistes de bistro font du réformisme comme monsieur Jourdain faisait de la prose. Et cette action journalière est indispen-

sable pour trois raisons. La première, défendre les conditions de vie des travailleurs avec lesquels on travaille, la seconde, créer dans l'entreprise un climat qui mette le patronat en état d'infériorité devant son personnel, la troisième, affirmer la volonté des révolutionnaires d'être solidaires des travailleurs quelles que soient leurs opinions philosophiques! Et tout cela ce n'est pas moi qui l'affirme, c'est la charte d'Amiens, la charte du syndicalisme signée, parmi d'autres, par les anarchistes Pouget et Yvetot. Et le syndicalisme politique battu aux élections politiques va devoir se replier vers le combat à la base à l'échelon de l'entreprise et abandonner tous ces gadgets comme les grèves de 24 h ou les manifs qui ne sont bénéfiques que pour les cordonniers. C'est une bonne chose, car alors la lutte « réformiste » n'est plus une promesse ou une fête, mais un combat qui, lorsqu'on le perd, a des répercussions profondes sur nos conditions d'existence et nous conduit sur le tas à comprendre le sens de l'exploitation de classe que nous subissons en dehors même des difficultés ou des facilités de vie dans la profession ou du milieu. Et revenir à la lutte dans l'entreprise, voilà ce que doit être le principal souci de l'anarcho-syndicaliste, même lorsque, comme tout le monde, il fait du « réformisme » à l'échelle du combat quotidien.

Mais il est bien certain que ce combat quotidien « réformiste » est insuffisant et les politiciens du syndicalisme l'ont bien compris qui ont mis pour le faire aboutir leurs espoirs dans le parti communiste ou dans le parti socialiste, c'est à dire dans le programme commun. Les syndicalistes révolutionnaires, eux aussi, ont compris ce qu'il y avait d'éphémère, de transitoire, de fragile même dans la revendication « réformiste » arrachée au patron et que ce patron peut remettre en question lorsque l'occasion se présente, la défaite de partis se réclamant de la gauche par exemple. Et c'est pourquoi l'anarcho-syndicalisme dans l'entreprise, en contact avec le personnel et non pas devant des cénacles, proclame que seule la suppression du salariat et du patronat mettra un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme. La proposition révolutionnaire vient alors en appui à la lutte quotidienne pour la revendication, et elle est d'autant mieux accueillie par les travailleurs que le militant révolutionnaire qui l'a faite a participé à toutes les autres luttes revendicatives.

Les organisations syndicales qui s'étaient politisées vont plier les reins, le patronat relève la tête. C'est l'instant de poser le problème de la lutte journalière et de son complément, la transformation sociale à travers les réunions syndicales et en y défendant l'anarcho-syndicalisme, doctrine de lutte pour la revendication et pour la transformation de l'économie capitaliste. Et c'est peut-être aussi l'instant de faire remarquer aux travailleurs que ces deux termes sont indissociables pour un anarcho-syndicaliste, que l'un pousse l'autre et que pratiquer l'un en écartant l'autre au sein d'une entreprise ne conduit qu'au réformisme pur et à l'inefficacité.

Maurice JOYEUX

Le pont de Tours

Face au désastre, union sacrée

DIMANCHE 9 avril, malgré l'absence de bombardiers dans le ciel tourangeau, le pont Wilson, principal axe traversant la Loire, s'est écroulé. Panique dans la ville : les canalisations d'eau, de téléphone, d'électricité et de gaz ont été brisées et la moitié de l'agglomération est privée d'eau. Les hôtels ferment, les grandes administrations ne fonctionnent qu'à mi-temps, bref la ville ne tourne qu'au ralenti. Il est évident que cette catastrophe frappe plus durement les plus défavorisés : pauvres, personnes âgées, handicapés, etc.

Les rumeurs circulent bon train et le terrorisme, gadget des mass media est bien sûr évoqué : « Les anarchistes, ma pauvre dame, il n'y a plus de sécurité » ou « En ce moment avec les Brigades rouges, il faut s'attendre au pire », etc.

Eh non, la presse a du reconnaître l'évidence : le pont est mort de sa belle mort. Conçu au 18^e siècle pour les chars à bœufs et les diligences, il n'a pas dû apprécier le trafic routier intense d'aujourd'hui.

A la Direction Départementale de l'Équipement, les technobureaucrates scientifiques s'interrogent. Tel le professeur Tournesol réajustant son lorgnon, les notables responsables ont l'air surpris et sceptiques : « On ne comprend pas, toutes les précautions sont prises, les contrôles sont effectués régulièrement, cet effondrement n'aurait pas dû se produire... » Gageons que ce petit couplet ressortira sans doute le jour où une centrale nucléaire nous pétera dans le blaire.

Après une journée de flottement, nos édiles accusèrent le

coup et dès le lundi matin, le branle-bas de combat fut décrété par notre héritier idéologique du maréchal Pétain, le trop célèbre Jean Royer : « Face à l'adversité, discipline, solidarité, sens civique ». Les bidasses, pompiers et agents municipaux furent réquisitionnés et eurent pour mission d'approvisionner en eau les habitants, en plaçant des citernes sur les places de Tours, et gare à la resquille, elles sont gardées la nuit par l'armée.

On fit appel au bénévolat. Massivement les dames patronesses, les anciens combattants et les petits jeunes aspirant à le devenir ont apporté leur soutien « généreux et désintéressé ».

Le PCF y alla même de sa petite larme. On peut lire son communiqué dans *La Nouvelle République* (le quotidien bien pensant du secteur qui voit ses ventes augmenter grâce à cet événement qualifié par certains de « notre marée noire à nous, tourangeaux ») : « Les communistes de la ville doivent prendre toutes dispositions dans leur quartier, pour participer à cette

Cons damnés : non, condamnés : oui,

Démagogie, récupération, paternalisme : c'est fini! On ne parlera plus en notre nom, sous quelque étiquette que ce soit.

Tout est assassiné! On ne vous montre que la partie émergée de l'iceberg ; l'autre, c'est l'équilibre biologique dans lequel nous sommes inclus. Les vers, eux aussi, meurent tout comme les poissons, les crabes, les coquillages, le plancton, les bactéries.

Il va donc être impossible de recréer un même équilibre ; il y aura mutation. Jamais nous ne reverrons la même répartition de la faune et de la flore marines, ce qui entraînera la prolifération des espèces dominantes, avec pour principale conséquence la destruction de notre capital nutritif.

Prenons par exemple les oiseaux : les goélands, espèce rustique qui, comme les mouettes, peut vivre exclusivement dans les terres va, suite à l'assassinat des acédés (macareux, pingouins, guillemots) envahir les zones d'habitat de ces derniers, et nous risquons de ne plus revoir ceux-ci.

Quant aux algues, source de revenu pour beaucoup de marins (les algues servant à l'élaboration de produits pharmaceutiques et cosmétiques), elles vont être éliminées pour plusieurs années, les couches mères et les spores conditionnant leur

expansion ayant été détruites par la pollution.

De même, les bivalves (moules, praires, coquilles, huîtres, etc.), les vers, les crustacés (homards, crabes, crevettes), ne pourront se reproduire. La conséquence logique est la désertion de nos côtes des poissons plats (plus de vers), des petits poissons (plus de plancton), des poissons carnassiers (plus de petits poissons), des oiseaux (plus aucune nourriture).

C'est pourquoi nous dénonçons le faux sentimentalisme, employé dans un but démagogique afin de ne point effrayer l'opinion publique qui, informée avec objectivité, réagirait peut-être différemment à l'égard des responsables du crime qui frappe actuellement nos côtes. Tous les écologistes, ignorés et raillés depuis des années, prévoyaient et annonçaient une telle catastrophe : peu ou prou en ont pris conscience.

Il s'agit en effet désormais de savoir si nous sommes décidés à nous laisser exterminer. La voie empruntée par notre société suicidaire conduit à ce que dans un proche avenir l'on voit les générations futures contraintes d'arborer masques à gaz et cuis-sardes pour survivre. C'est aujourd'hui qu'il faut lutter pour que nos enfants ne connaissent pas un tel enfer où faune et flore seraient artificielles.

Les fossoyeurs de Portsall

solidarité, voire pour l'organiser si nécessaire ». Il ne nous manque plus que la légion étrangère, clairon en tête.

Notre ville nous rappelle l'occupation : quadrillage militaro-policier, appel à la débrouillardise et à l'union sacrée. Travailleurs, retrouvez vos manches, pour le moment il faut que la lutte des classes mette la clé sous le paillason.

Ce qu'il faut dire, d'un point de vue anarchiste, c'est que ce phénomène n'est pas une « calamité » naturelle, mais s'inscrit totalement dans la logique du système capitaliste et centralisateur. Notre belle société industrielle montre ainsi son extrême fragilité, et comme à New-York où, il y a plusieurs années, une seule panne dans une centrale électrique obligea les citoyens à recourir à la bougie. En effet, à Tours, l'eau potable est puisée dans les nappes souterraines de la vallée de la Loire et est distribuée par une seule canalisation, logée dans le pont écroulé.

Le pont s'écroule et tels les shadocks, il ne nous reste plus qu'à dire : « Chef, y'a plus d'eau ». Les services publics sont organisés de façon centralisée et unifiée le plus souvent d'ailleurs avec une sécurité minimale, et en cas de panne ou d'accident aucune solution de rechange n'existe. Nous sommes donc à la merci du moindre accident, comme celui-ci qui nous ramène deux siècles en arrière, c'est à dire tirer l'eau à la fontaine publique. Cette catastrophe n'est pas neutre mais est inscrite potentiellement dans notre société de profit et d'exploitation.

Les anarchistes ont aux lèvres un sourire cynique face à cette mascarade où cet incident a servi à nos exploités et dirigeants à renforcer leur pouvoir en « assurant la sécurité » de la population. Celle-ci, au lieu de réfléchir sur l'absurdité de notre organisation sociale, montrée au grand jour par cette banale rupture de tuyaux, va massivement écouter les ordres et recourir au système D.

Nous devons mener un travail d'explication en montrant que cet avatar du capitalisme quotidien n'est pas fortuit. La centralisation croissante de la production d'énergie et des biens de consommation nous amènera fatalement vers d'autres catastrophes de ce genre, un écosystème social étant d'autant moins stable qu'il est plus centralisé et unifié.

Quand une centrale nucléaire pour prendre un exemple frappant, sera la seule source énergétique d'une région, et qu'elle tombera en panne, ce qui, nous dira-t-on, n'aurait pas dû se produire, toute la vie sociale sera stoppée. Profitions de ce fait pour montrer que l'organisation sociale fédéraliste libertaire, c'est à dire en milieu urbain, au lieu de la centralisation fragile, néfaste et qui concentre le pouvoir et multiplie les risques d'accident de ce genre, l'existence de quartier autonomes quant à leur approvisionnement et distribution, fédérés entre eux et qui s'appauvriraient l'un et l'autre en cas de pépin. Des catastrophes telle celle que nous vivons en ce moment à Tours ne prendraient pas cette envergure propre au cauchemar climatisé que nous subissons.

GRUPE LIBERTAIRE MAURICE FAYOLLE

Aix-en-Provence

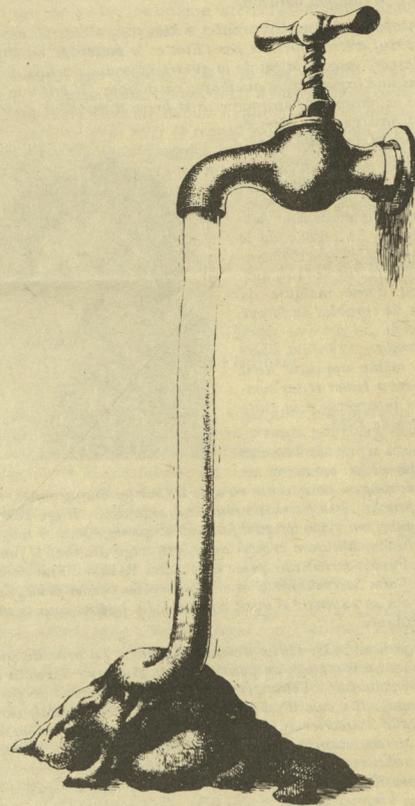
Eau trouble

UN arrêté préfectoral vient d'interdire la vente de l'eau thermale d'Aix-en-Provence. La leçon à tirer de cette histoire c'est que les Aixois et les badernes bourgeoises qui viennent en cure ont la peau dure.

En septembre dernier, l'Assistance Publique découvrait dans des bouteilles stockées à Marseille, la présence de pseudomonas (bactilles très répandus pouvant provoquer une infection). Depuis, on a aussi trouvé des staphylocoques! Il aura donc fallu sept mois pour que les autorités dites responsables retirent l'eau d'Aix des hôpitaux et des rayons de supermarchés. Encore une preuve que la location « autorités responsables » est une formule creuse, vide de sens et attrape-gogo.

La solution longtemps réclamée consisterait à faire des forages pour puiser l'eau plus profondément. Mais cet expédient est onéreux et porte atteinte à la loi capitaliste du profit maximum. Cette loi, identique à celle du milieu, a pour morale d'empêcher toujours plus d'argent même en faisant crever les gens, à devenir un assassin. D'autant plus que si l'eau d'Aix est trouble, la justice en titre n'y pêchera très certainement pas les requins qui l'écument. Entre criminels, on sait se tenir les coudes.

Le comble est atteint lorsque l'on sait que l'eau d'Aix doit une partie de sa réputation à sa « pureté bactériologique » qui en fait l'eau du nourrisson, car elle peut être utilisée sans être bouillie dans



La municipalité aixoise, appartenant à la mafia socialiste de Deferre, est propriétaire de l'établissement thermal, de l'hôtel des thermes et de l'eau minérale Sextius. Elle en a concédé l'exploitation à une société anonyme infailliblement guidée par un PDG (ce qui est on ne peut plus conforme au « socialisme » pustuleux du PS). Ce dernier, Bertrand, exploite entre autres trois sources dont deux ont déjà été fermées. Depuis douze ans, les Aixois savent que les canalisations romaines, qui aboutissent directement dans les nappes d'eaux thermales, servent de collecteurs aux nombreux égouts crevés de la ville. L'eau d'Aix est devenue un mélange subtil de flotte et de pisser.

la préparation des biberons!

Bien avant l'arrivée des Romains, les femmes celto-ligures avaient l'habitude de venir se baigner dans les sources d'eau chaude qui coulaient au pied de la colline. Elles éprouvaient en se baignant un bien-être qui les poussait à dire que leur faisait faire des enfants plus beaux que ceux des femmes d'autres tribus.

C'était, il est vrai, une période où le pognon n'existait pas. Monsieur le PDG Bertrand nous dirait que c'était une époque de barbarie où l'anarchie était bien près de triompher!

Un temps à ne pas mettre un bourgeois dehors...

Bernard HAPPY

Informations internationales

Né il y a cent ans

ERICH MÜHSAM

(1878 - 1934)

Une revue libertaire de langue allemande *Akrotie* (éditée à Bâle) vient de publier, à l'occasion du centenaire de la naissance du militant et écrivain anarchiste Erich Mühsam, un article de Margrit Peter dont nous reproduisons l'essentiel.

Né le 6 avril 1878 à Berlin, Mühsam passa son enfance et sa jeunesse à Lubeck où il supporta difficilement la discipline du lycée. Il fut transféré à la suite d'une communication qu'il avait faite à un journal socialiste sur le régime de l'internat. Apprenti dans une pharmacie à Lubeck, puis à Berlin, mais déjà passionné de littérature et de poésie, il décida de devenir écrivain indépendant et fit partie du groupe berlinois La nouvelle communauté. C'est là qu'il connut Gustave Landauer qui eut sur lui une grande influence et avec qui il resta lié d'amitié jusqu'en 1919. Mühsam collabora à divers journaux anarchistes, publia plusieurs ouvrages dont un recueil de poésies : *Le Désert*, et en 1908 se fixa à Munich où il fonda la revue *Kain* qui parut jusqu'à la déclaration de la guerre de 1914 et reparut de novembre 1918 à avril 1919, durant la révolution bavaroise.

La propagande anarchiste valut à Mühsam, à diverses reprises (1906-1910) d'être poursuivi par l'Etat et la police. Et en 1918 il fut incarcéré jusqu'à la fin de la guerre pour avoir refusé de servir dans une organisation auxiliaire patriotique. Il prit une part active à la révolution bavaroise et à la brève République des Conseils de Bavière, aux côtés de Landauer et de Toller. Arrêté le 13 avril 1919, tandis que Landauer était assassiné par les Gardes Blancs, il fut condamné à 15 ans de forteresse pour haute trahison. Le régime de la forteresse du Niederschonenfeld était très dur et Mühsam, souffrant d'une maladie de cœur et de troubles de la vue et de l'ouïe, fut privé de soins. Fin décembre 1924 il fut libéré par la même amnistie dont bénéficièrent Hitler et ses compagnons incarcérés à la suite du putsch de 1923.

Mühsam reprit ses activités militantes et se consacra au « Secours rouge » pour venir en aide à tous les emprisonnés. On lui a reproché cette participation à un organisme dirigé par les communistes : en 1929, lorsqu'il fut évident que le « Secours rouge » était stalinien, Mühsam rompit avec cette organisation. Il fonda la revue *Fanal*, écrivit une pièce de théâtre *Raison d'Etat* consacrée à l'affaire Sacco-Vanzetti et de nombreuses poésies politiques : déjà durant sa captivité il avait composé des poésies sous le titre *Terre brûlée*.

Le 30 janvier 1933, Hitler devint chancelier. La prise du pouvoir par les nazis mettait en péril la vie de Mühsam. Ses amis lui conseillèrent de fuir à l'étranger et le 26 février il résolut de partir pour Prague. Il recula d'un jour son départ : retard fatal, car il fut arrêté le 28 février au petit matin. Juif, anarchiste, combattant de la révolution bavaroise, autant de motifs pour être torturé. Durant les 17 mois où il traîna de prisons en camps de concentration, il fut soumis aux pires tortures physiques qu'il supporta avec courage et sans jamais plier. Le 9 juillet 1934, le commandant du camp lui donna 48 heures pour se suicider : devant son refus il fut, le soir du même jour, froidement abattu et son cadavre fut pendu dans les latrines.

Les nazis avaient tué le corps, les staliniens allaient tenter de tuer l'esprit. Mühsam laissait des œuvres non encore publiées et de nombreux manuscrits. Il avait recommandé à sa femme de ne jamais aller en Russie tant que Staline serait au pouvoir et surtout de ne jamais laisser tomber ses manuscrits aux mains des russes. Après la mort de son mari, Zensl Mühsam se réfugia en Tchécoslovaquie et elle fut invitée par le « Secours rouge international » à prendre du repos en Russie. Là-bas, Wilhelm Pieck lui offrit de faire publier toutes les œuvres de Mühsam sans rien censurer ou abréger et d'en assurer la diffusion en 20 langues ! Sur la garantie d'un contrat signé de Pieck, elle fit confier la totalité des manuscrits à un membre de l'ambassade soviétique à Prague. Quelques jours après Zensl fut arrêtée et passa quinze ans dans les camps de concentration russes. En 1955 elle put obtenir de partir pour l'Allemagne de l'Est où elle mourut le 10 mars 1962.

Les œuvres posthumes de Mühsam se trouvent à l'Institut Gorki de Moscou et quelques copies à l'Académie des Arts de la RDA. Le destin tragique d'Erich et de Zensl Mühsam est un exemple - entre bien d'autres ! - de cet accord tacite qui a existé, en Allemagne comme en Espagne, entre fascistes et communistes.

Jean BARRUÉ



colombie

Le mardi 21 février, les habitants du bidonville La Iguaná de Medellín se sont réveillés aussi misérables que la veille. Même si, en ces temps d'élections les politiciens leur ont promis que « cela changerait ». Ils ont donc pris leur maigre déjeuner sans savoir que peu après le chocolat coulerait à flot.

Pendant ce temps, en effet, trois hommes du M.19 (guerrilla urbaine), armés et encapuchonnés, sequestraient dans le centre ville un camion de la « Compagnie Nationale des Chocolats » pour faire la répartition du butin dans un bidonville.

Des camarades colombiens nous ont fait parvenir les deux premiers numéros de leur journal, *Libertario*. Comme ils nous le signale, voilà un grand pas de fait dans un pays qui n'échappe pas à la répression sauvage qui est le lot du continent sud-américain.

Neuf heures n'avaient pas sonné quand la ville était en fête. C'était la première fois qu'un tel camion entrait dans le quartier. Les trois hommes s'affairaient à leur tâche respective : l'un hisse le drapeau noir et rouge du M.19, l'autre écrit « Socializamos » (on socialise) sur le capot du camion tout en lançant des tracts et des slogans tandis que le troisième distribuait le chocolat aux centaines de bras tendus. Puis ils disparurent...

La compagnie a perdu 0,06% des gains obtenus en 1977, gains qui sont soustraits aux salaires des travailleurs.

10 h 30 a.m. Le rire des enfants qui voyaient ce produit pour la première fois se transforme en peur lorsque les forces du « désordre » arrivent, cassant tout, fouillant pour chercher l'objet du délit : possession de tablettes de chocolat. Nombreux sont ceux qui ont été arrêtés pour posséder non plus du chocolat (qui avait été soigneusement caché) mais des radios et autres appareils électroménagers dont ils ne possédaient plus les factures.

GABRIEL

autriche

WIEN, dimanche 9 avril - Les comités antinucléaires de toute l'Autriche avaient appelé à une manifestation centrale à Wien. Arrivées par trains, par autobus, plus de 10 000 personnes (allant des paysans tyroliens aux soldats masqués en passant par les « autonomes » et des Iraniens exilés) se rendirent devant le parlement autrichien afin de montrer leur opposition à la prochaine mise en marche de la centrale nucléaire de Zwentendorf (près de Wien sur le Danube) et globalement à tout le programme énergétique nucléaire prévu par le gouvernement.

Cette manifestation pacifique faisait suite à celle qui

avait déjà eu lieu le 26 octobre dernier au même endroit. Par sa plus grande importance, elle a montré que le problème du nucléaire était de plus en plus présent dans les préoccupations de la population.

Le mouvement antinucléaire autrichien est d'autant plus intéressant, malgré son hétérogénéité et ses contradictions, qu'il est le seul mouvement extra-parlementaire à avoir une certaine audience. Le développement de cette lutte est le seul espoir, pour beaucoup, de sortir un jour du ghetto dans lequel ils sont plongés par une politique particulièrement conservatrice !

Francis LAVEIX

suisse

En Suisse de langue allemande, outre les « Feuilles libertaires » éditées par le groupe James Guillaume de Zurich, paraît à Bâle la revue *Akrotie* dont le ML a reproduit des articles à plusieurs reprises. Le n° 10 d'*Akrotie* vient de paraître : à une étude sur le terrorisme de H. Koehlin, à la traduction d'un des derniers essais écrits par Simone Weil, s'ajoutent un article en souvenir de Mühsam (ci-joint) et un rappel du rôle joué par le journal yiddish *Freie Arbeiter Stimme* qui vient de disparaître (voir le précédent ML).

allemande

RENAISSANCE DE L'ANARCHO-SYNDICALISME - Le ML a déjà signalé la création de groupes d'Initiative FAU qui se proposent de faire revivre l'esprit qui animait dans les années 20 l'ancienne FAUD anarcho-syndicaliste. Plusieurs de ces groupes sont actifs et, pour la région Nord, un organe mensuel paraît depuis novembre : *Direkte Aktion*.

Pour la seconde fois, avec le concours de camarades de la CNT espagnole, une tournée de propagande est organisée en avril et mai en Allemagne fédérale et des réunions sont prévues dans une cinquantaine de localités.

CHEZ OPEL, À BOCHUM - Le 9 mai, les 16 000 ouvriers des usines Opel de Bochum éliront les 34 membres du Conseil d'entreprise. Le groupe de l'opposition syndicaliste à l'intérieur du puissant syndicat IG-Metall présentera une liste de candidats. En 75 la liste dite « pour les revendications du personnel », présentée par ce groupe avait, du premier coup, conquis 11 sièges. En 78 le groupe a établi un programme comportant deux parties : d'une part les revendications propres au personnel de l'entreprise, d'autre part les revendications qui sont - ou devraient être - celles de l'ensemble de la classe ouvrière : journée de sept heures, égalité de salaires à travail égal pour les femmes et les hommes, pour les ouvriers allemands et les ouvriers immigrés, droit de grève sans restriction, y compris pour les apprentis, etc.

En outre le groupe d'opposition dénonce le rôle d'auxiliaires du patronat, que la loi fondamentale sur la cogestion fait jouer aux délégués ouvriers du conseil d'entreprise : s'absentir de tout ce qui pourrait troubler le fonctionnement et la paix de l'entreprise, garder le secret sur les délibérations du conseil d'entreprise. Le groupe estime que les délégués ouvriers doivent être avant tout les représentants courageux et les défenseurs de leurs mandants. Le résultat des élections du 9 mai montrera si chez Opel les ouvriers ont compris leur véritable intérêt.

hollande

Les élections provinciales du 29 mars, malgré une forte proportion de votants (80%), n'ont pas amené de grands changements. Les partis gouvernementaux progressent au total très légèrement : le CDA gagne 3%, le VVD (libéraux conservateurs) perd 1%. Le PVDA (social-démocrate) se maintient, et il y a de petites pertes pour l'extrême-gauche et le parti communiste. Pour la première fois, un parti trotskiste (IKB) avait des candidats, mais il n'a recueilli que 0,02% des voix. Le gouvernement estime qu'il a l'appui de l'électorat et, par suite, les mains libres jusqu'à 1981. Nous parlerons prochainement des élections communales du 31 mai.

Le ministère a réservé une somme de 950 millions de florins (1900 millions de francs lourds) pour « soutenir » la métallurgie et les constructions navales. Il s'agit là d'un « cadeau » aux holdings Stork et Rijn-Schelde, investi dans des nationalisations tendant à licencier 6000 ouvriers : sans qu'on puisse contrôler s'il s'agit d'entreprises non rentables ou du transfert d'entreprises productives au Brésil, au Zaïre ou à Hong-Kong. En même temps, les hauts-fourneaux de IJmuiden annoncent des licenciements : les syndicats ont proposé une réorganisation du travail, acceptant même une réduction des salaires. Mais la direction pose comme condition 10% de réduction des salaires !

La manifestation monstre du 4 mars à Almelo n'a pas été sans résultat. Le Brésil a refusé les garanties minimales qu'on lui demandait touchant la destination du plutonium résultant de la conversion de l'uranium d'Almelo. Il est clair que le Brésil entend fabriquer des bombes atomiques. Le gouvernement hollandais, lié par un ordre du jour du parlement, exige des garanties antinucléaires. Donc en ce qui concerne la fourniture des éléments primaires pour bombe atomique, la Hollande reste à l'écart et il semble que l'Allemagne soit prête à la remplacer en fournissant le matériel identique à celui produit à Almelo.

Notes de lecture

Une soupe aux herbes sauvages

par Emilie Carles

UNE vieille dame de 78 ans nous raconte ses souvenirs, et cela nous donne un sacré bouquin. Une soupe aux herbes sauvages est en passe de devenir un « best-seller », et tant mieux, car pour une fois c'est largement mérité.

Imaginait-elle, la petite Emilie, au temps où elle accompagnait son père à la foire de Guillestre, qu'elle serait un jour aussi connue au soir d'une existence bien remplie ? Bien sûr que non, et d'ailleurs cette célébrité soudaine que lui vaut son livre et que lui ont fabriqué également les journalistes de la radio et de la télé (Pivot, Chancel), elle ne semble pas y attacher tellement d'importance, et elle a bien raison. Fille de paysans, paysanne elle-même en même temps qu'institutrice pendant quarante ans, Emilie Carles, aujourd'hui, a gardé intact son amour passionné pour sa terre, pour ses montagnes du Briançonnais, pour sa vallée de la Clarée, « le plus beau pays du monde ». Elle avait quatorze ans quand débuta la première guerre mondiale. C'est son frère Joseph, venu en permission au milieu de l'hiver 1916 qui lui fit prendre conscience de l'absurdité de la guerre, cet enfer dont il ne revint pas puis qu'il mourut de faim dans un camp de prisonniers, le jour même de l'armistice.

Pendant toute sa carrière de maîtresse d'école, Emilie ne se contenta pas d'apprendre à lire et à écrire aux enfants qui lui étaient confiés, elle leur enseigna aussi et surtout l'amour de la liberté (« mefiez-vous des politiques, mefiez-vous des beaux parleurs, efforcez-vous de juger par vous-mêmes, et surtout, profitez des beautés de la vie »), la tolérance, et elle s'efforça de démolir les mythes officiels, comme le culte de la patrie et des « grands hommes » ; à propos de Napoléon, elle leur disait : « cet homme a été un tyran pour l'Europe, peu impor-

tent les raisons qui l'ont fait agir, rien ne peut justifier les millions de gens qui sont morts à cause de lui, cet homme était un criminel ». Une des grandes chances, dans la vie d'Emilie, ce fut certainement - elle avait alors vingt-sept ans - sa rencontre avec Jean Carles qui allait devenir son compagnon bien aimé.

C'était un ouvrier, « un homme épris de liberté », pacifiste et libertaire. Il était très cultivé, et fit découvrir à Emilie Panaït Istrati, Miller, Céline, Henri Poulaille... Ensemble, ils connurent bien des difficultés, des malheurs aussi (leur petite Nini, six ans, fut tuée par un camion militaire), mais aussi des années de bonheur et de partage du même idéal. Emilie, aujourd'hui, continue à se battre : en 1974, elle organise une manifestation contre le projet d'autoroute devant reliait Marseille-Fos à Turin-Gènes, en passant par la vallée de la Clarée. Elle appelle les paysans à se mobiliser et à lutter contre cette autoroute qui détruirait la vallée et serait que « Val-des-Prés deviendrait un

endroit ridicule et infernal où les amoureux de la nature n'auraient plus de raison de venir ».

Emilie sait que « le changement ne peut venir que par ceux qui travaillent et qui luttent ». Le seul point où je me suis trouvé en désaccord avec elle, c'est quand elle écrit : « en attendant cette prise de conscience, il faut voter... », et pourtant, elle ne ménage guère ses critiques aux partis de la gauche qui « eux aussi, ont choisi l'armée, la force de frappe, le nucléaire... ». Elle n'oublie pas de rendre hommage à Louis Lecoq, « le plus grand pacifiste », et elle s'interroge sur le progrès qui ne profite qu'aux capitalistes. Emilie accepte volontiers qu'on la traite d'utopiste, car « il faut des utopies pour qu'un jour elles deviennent des réalités ». Elle conclut son très beau récit en disant oui au pacifisme et à l'humain, ce slogan d'amour auquel elle a cru, elle croit encore et toujours, jusqu'à son dernier souffle de vie. Merci, Emilie!

Bernard LANZA

Cinéma

La France de Giscard

LE voilà! Le voilà! Giscard! Le nouveau président marche, serre la main à ses jeunes adeptes. On entend la marseillaise puis un discours prometteur. Tout semble respirer la joie...

Il n'en est pas de même pour cette famille de paysans, accusée au suicide par l'Etat, qui écrit au président une lettre qui, afin d'éviter un scandale, sera résolument ignorée. Cela vaudra d'ailleurs de l'avancement à un flic. En France rien ne se perd!

C'est ici que l'on entend pour la seconde fois le discours que Giscard a prononcé lors de son arrivée au pouvoir, promettant

« une France libre dans une Europe forte »...

La séquence suivante montre une jeune femme torturée par plusieurs hommes, plongée dans un bain glacé. Elle restera muette et prostrée pendant quinze jours. Une fois de plus revient Giscard, serrant des mains, nous réentendons son discours de plus en plus lourd d'intempestives significations.

Mais le jeu de massacre ne s'arrête pas là. Voici Mgr Lefebvre citant l'Argentine comme exemple de l'ordre parfait « où l'on peut sortir le soir dans la rue sans se faire assommer pour faire une grève que l'on ne veut pas faire ». Et bien sûr, c'est un exemple à suivre!

Un couple erre désespérément d'hôpital en hôpital, ne se heurtant qu'à des refus alors que leur bébé agonise. C'est cela votre « France du bonheur », monsieur le Président?

Mais maintenant, c'est le tour de l'armée. La voici prenant le pouvoir en France. Elle parkera les communistes dans le champ de courses d'Auteuil.

— Mais vont-ils tous y entrer? demande un général.

— Pendant la guerre on y a bien mis tous les juifs! répond son supérieur.

Puis l'armée dissout les partis, interdit les réunions de plus de cinq personnes. Sortir après 20 heures est un acte jugé subversif, donc réprimé.

Oui, là voilà « La France libre dans une Europe forte! »

Il est facile de comprendre pourquoi la sortie de ce film a été si difficile et le pourquoi de cette interdiction abusive aux moins de dix-huit ans : pour protéger la jeunesse bien pensante du « péril gauchiste ». Cette répression n'est-elle pas digne de figurer dans ce film?

C.B.

Théâtre

Le journal d'un fou

théâtre de la Renaissance

Nous avons la chance qu'un artiste, n'ayant pas peur de la fatigue, se soit jeté dans l'aventure de Nicolas Gogol. Il y a de temps en temps des amateurs d'exploits qui se lancent dans des entreprises plus que risquées. Ils se croient capables de tout ; dans ces tentatives dangereuses, presque tous les amateurs présomptueux aboutissent à un échec. Le journal d'un fou fut écrit en début de carrière, vers 1835, et publié dans Arabesques. Gogol situe l'action de son « phénomène » au temps où lui-même travaillait encore au ministère des Affaires. Bien qu'étant un merveilleux observateur humoristique - ne dit-on pas que les typographes riaient en composant ses contes ukrainiens - ce transplanté de la région de Poltava restait un angoissé et un perpétuel inquiet. Même ses voyages, après la venue de la célébrité, ne lui permirent pas de trouver un équilibre moral. A Vevey, à Paris, à Rome enfin où il écrit et termine presque Les âmes mortes, il se croit et reste en quête d'un absolu introuvable. Durant ses voyages son ami Pouchkine décède à la suite d'un duel. Il revient à Moscou où il résidera jusqu'à sa mort à l'âge de 43 ans. Son protecteur Pouchkine avait perdu la vie à 38 ans.

Pour moi, Le journal, se déroulant en moins d'une année, c'est inconsciemment et très atténué le destin tourmenté de Nicolas Gogol. Cette pièce est épuisante à jouer ; elle se découpe en une trentaine de journées plus ou moins détaillées, à Moscou d'abord puis en « Espagne », c'est à dire à l'asile des déments où le pauvre humain qui se prend pour Ferdinand VIII finira ses jours. Un unique interprète, le fou, doit tenir la scène et l'attention du public pendant deux heures ; c'est de l'acrobatie scénique.

Monsieur Roger Coggio a l'âge du rôle, 41 ans, mais il démontre à la façon remarquable dont il interprète la pièce, que cet emploi l'a passionné depuis longtemps. Ceux qui veulent savoir jusqu'où peut aller le travail minutieux d'un grand artiste doivent aller voir Coggio. La scène finale, où le pauvre déséquilibré meurt en reprenant la pose fœtale et évoquant sa mère, touche à la perfection dramatique. Espérons que les jeunes se destinant au théâtre iront nombreux découvrir cette admirable composition.

Théâtre

La turista

au théâtre Oblique

Monsieur Sam Shepard veut nous faire comprendre beaucoup de problèmes qui l'obsèdent ; mais pour exprimer ses pensées et velléités de révolte, il nous submerge de symboles et déconcerte le spectateur. La mise en scène ingénieuse demande une certaine discipline des interprètes que ceux-ci ne respectent pas toujours. Leur volubilité, vocale et gestuelle, leur fait exécuter des sorties à travers les murs, et leur élocution est parfois plus que négligée. A part une minorité d'initiés, cette présentation de La turista n'atteint pas son but et pour un large public elle touche à l'incompréhensible.

Nous savons tous quel malaise règne aux U.S.A. mais les moyens utilisés pour nous convaincre sont gachés. L'imbroglie du départ, la note ethnographique sur la médecine maya puis l'accélération du jeu et les acrobaties finales font un spectacle, certes curieux, parfois comique, mais dans toute cette agitation que devient la pièce ? Pourquoi tout ce travail si le but n'est pas atteint ? L'énergie dépensée par Patrick Chesnais, ce merveilleux bonhomme, est répandue en pure perte. Nadia Taleb est bonne, mais elle sera excellente lorsqu'elle se fera entendre au-delà du 3^e rang. Je souhaite revoir Daniel Berlioux et François Michaux dans des rôles moins ambigus, ils dénotent de hautes qualités. La recherche théâtrale est parsemée d'écueils mais il faut savoir choisir, comme le faisaient Autant et Mme Lara, entre ce qu'est le théâtre et la recherche de laboratoire.

Francis AGRY

Bande dessinée

La macumba du gringo

d'Hugo Pratt

(Ed. Dargaud - Coll. Pilote - 18 F)

Le père de Corto Maltese nous entraîne au cœur d'un pays immense et fascinant : le Brésil. Nous voici au pays des Cangaceiros, ces aventuriers imaginaires, ces révolutionnaires assez dépourvus de scrupules. Il ne faut pas chercher à retrouver une vérité historique dans cette histoire un peu folle, qui se déroule dans une atmosphère étrange, où les pratiques du Vaudou côtoient des scènes d'amour et de passion. Du sang, de la haine, et les ombres des morts qui rôdent, et le « traître » qui, au nom de son « évangile révolutionnaire », a compris qu'il avait « l'âme de Judas Iscariot... » pour que la « révolution du peuple continue ». C'est pour le « gringo » que Sataniah tuera son frère, qui a trahi, mais elle aussi mourra...

La ville qui n'existait pas

par Christin et Bilal

C'est la grève générale, dans le Nord. Le patron, qui règne sur la ville, meurt. C'est sa petite fille Madeleine, infirme, qui hérite. Les ouvriers, les cadres, attendent sa décision. Elle veut créer une « cité idéale » où tous les habitants de Jaden-court connaîtront enfin la « vraie vie », mais voilà, comme disent les syndicalistes, « on peut pas se foutre entre parenthèses du monde, mon gars... » et la ville n'existera jamais, parce que « la fête permanente », c'est pas comme ils croyaient, hélas... Une extraordinaire BD fantastique, par des maîtres du genre.

Bernard LANZA

José VERGARA a fait tirer à 5000 exemplaires une lithographie représentant les réalisations libertaires en Espagne; Au premier plan Ascaso et Durruti et au fond les collectivisations agricoles, industrielles ainsi que les femmes au front.

Le bénéfice de cette vente est réservée au soutien de la presse libertaire de l'intérieur. Pour les groupes et individus qui voudraient se la procurer, celle-ci est vendue 10F l'exemplaire plus le port. Prendre contact avec la liaison de La Rochelle: F.Perez, 55, Rue du Gué 17 000 La Rochelle. Tel 34-35-09

Casthélémis

Casthélémis sera à Strasbourg le 26 avril à l'Association culturelle, 8, Rue du Fossé des Treize, à Donge (près de Saint-Nazaire), puis le 9 mai à la Vieille Herbe; 28, Rue DUNOIS; 75 013 Paris.

La russification des pays baltes

B ORDÉS par le golfe de Finlande et la mer Baltique, les pays baltes : Estonie, Lettonie, Lituanie, ont des superficies de l'ordre du dixième de celle de la France. Leur densité de population s'accroît du nord au sud, l'Estonie compte 1 500 000 habitants, la Lettonie 2 500 000, la Lituanie 3 300 000. Chacun de ces pays s'est efforcé, au cours des siècles, de conserver sa langue, sa littérature et ses traditions nationales. Non sans peine, car les pays baltes ont connu bien des vicissitudes : d'abord conquis au 12^e et 13^e siècle par les Chevaliers Teutoniques et les chevaliers Porte-Glaive qui les colonisèrent, ils subirent diverses oppressions.

L'Estonie appartient à la Suède au 16^e siècle et devint propriété de la Russie en 1721. La Lettonie fut polonaise, suédoise, et russe en 1710. La Lituanie eut son sort lié à la Pologne et fut annexée - ainsi que la Pologne - en 1772.

de la Baltique : l'URSS se voyait octroyer Finlande, Estonie et Lettonie. Le 22 septembre, la Pologne était écrasée par les armées d'Hitler et de Staline. La proposition allemande de laisser subsister une « petite » Pologne fut combattue par

partis communistes. Le chauvinisme grand-russien de Staline était opposé à tout particularisme national. Le dictateur ne venait-il pas de célébrer dans une allocution « le peuple russe (lisez grand-russien) qui a mérité le titre de force dirigeante de l'Union soviétique, à la tête de toutes les autres nations de notre pays »!

Il était loin le temps où, après 1917, le parti bolchevik - appliquant le principe des nationalités formulé par Lenine - respectait les langues, les littératures et l'autonomie culturelle des divers peuples de l'Union et ne se livrait à aucune tentative de russification. Mais à partir de 1930, au fur et à me-



Le régime tsariste, continuant l'œuvre de Pierre le Grand, était farouchement hostile à tout particularisme national. En bons nationalistes russes (ou plutôt grands-russiens) les tsars s'efforcèrent jusqu'en 1917 d'étouffer les langues et les littératures des pays baltes et d'imposer le russe comme langue officielle. Cette russification joignit parfois le ridicule à la brutalité : beaucoup de villes baltes et de rues avaient des noms allemands en souvenir de leur antique fondation, et en Estonie, à Reval (l'actuelle Tallin), en 1839, on ajouta sur les écriteaux indicateurs les noms russes aux noms allemands ; puis, en 1872, on y joignit les noms estoniens, mais en 1890 tout fut russifié jusqu'en 1906 où réapparurent les trois appellations!

Lorsque le tsarisme s'écroula en 1917, les trois pays baltes, peu tentés par le bolchevisme, n'eurent qu'un désir : échapper enfin à la domination russe et la conquête de leur indépendance fut d'ailleurs favorisée par la volonté des Alliés d'établir autour de la Russie révolutionnaire un « cordon sanitaire ». Cette indépendance, économiquement précaire, dura vingt ans, mais tout fut remis en question lors de la signature du pacte germano-soviétique, le 23 août 1939. Ce pacte était le prélude nécessaire à l'offensive allemande contre la Pologne et il était accompagné d'un protocole secret (aujourd'hui publié) qui préparait le futur partage de la Pologne et délimitait les sphères d'intérêt de l'Allemagne et de l'URSS dans les Etats

Staline. Et les 27-28 septembre on tomba d'accord pour supprimer définitivement la Pologne et pour incorporer la Lituanie dans la sphère d'intérêt de l'URSS.

Staline était pressé de transformer le principe des « sphères d'intérêt » en annexion pure et simple. Dès la fin novembre 39 il s'attaqua à la Finlande mais dut se contenter au traité de Moscou (mars 40) de quelques acquisitions territoriales. Mais, dès la défaite de la France, le 18 juin 40, Molotov, tout en félicitant Hitler « des magnifiques succès de l'armée allemande », annonça que l'URSS allait occuper les pays baltes et mettre au pas les gouvernements de ces pays et les pays eux-mêmes. Trois brutes sanguinaires furent chargées de cette besogne : en Lituanie, Dekanosov, homme de main de Beria qui fut exécuté en 53 après la liquidation de Beria ; en Lettonie, Vychninski, le sinistre procureur des grands procès de Moscou ; en Estonie, Jdanov, un des plus fidèles auxiliaires de Staline. Durant un an ce fut la chasse aux suspects de nationalisme ou d'appartenance aux partis bourgeois. En juillet 41, les troupes allemandes occupèrent les pays baltes et procédèrent à la liquidation des « collaborateurs » pro-russes. Et en 45, après l'étouffement de l'Allemagne, ce fut la liquidation des « collaborateurs » pro-allemands. Après cette triple épuration et les atrocités qu'on imagine, les trois pays baltes furent incorporés dans l'URSS en tant que « républiques socialistes soviétiques » et soumis aux « appareils » des

sûre que grandissait le pouvoir de Staline et que l'épuration du parti bolchevik donnait lieu à des procès retentissants, à des déportations et à des exécutions sommaires, la russification des Républiques socialistes - et tout particulièrement de l'Ukraine - commença et s'accéléra : introduction d'éléments « russes » dans les appareils des partis communistes nationaux épurés, persécutions et arrestations dans les milieux intellectuels et littéraires, dans les universités, sous le prétexte de nationalisme. Ce régime de terreur devait être couronné pendant la guerre par les génocides perpétrés par Staline, par la déportation et l'anéantissement de groupes ethniques tout entiers.

Il était à prévoir qu'après 1945 les trois « républiques socialistes » baltes - dont on connaissait l'hostilité à la domination russe - ne seraient pas épargnées. On y procéda à l'épuration systématique des milieux intellectuels et du corps enseignant et on traqua ceux qu'on appelait « nationalistes bourgeois ». Cependant la mégalomanie de Staline n'avait point de limites et en juin 1950 il était sacré « maître génial de la linguistique : des académiciens et des linguistes authentiques écrivaient dans la Pravda des articles d'une servilité inouïe, faisant leur autocritique et glorifiant les découvertes de Staline « qui ouvraient une ère nouvelle dans l'histoire de la linguistique soviétique ». Rien n'arrêta plus l'impérialisme culturel et linguistique grand-russien et on assista à un déferlement

Ça craque en U.R.S.S.

L' APPEL lancé par les 110 signataires de l'« association du syndicat libre de travailleurs en Union Soviétique » à l'Organisation Internationale du Travail et « aux organisations syndicales des travailleurs des pays occidentaux » le 1^{er} février dernier, a eu jusqu'à présent fort peu de répercussions.

Le « syndicat libre en URSS », formé pratiquement le 26 janvier envers et contre l'autocratie du Kremlin, a néanmoins obtenu le soutien de... trois ouvriers : il s'agit d'E. Baluka, V. Freinberg, V. Paraschiv, respectivement réfugiés polonais, russe et roumain, qui ont à leur tour lancé un appel à « toutes les organisations syndicales » ; ils nous apprennent d'autre part qu'un « comité ouvrier » vient de se créer en Pologne, appelant à la création de « syndicats libres ».

Nous serions de mauvaise foi si on ne signalait pas toutefois la position prise dernièrement par le syndicat parisien des correcteurs CGT, qui a adopté une motion de soutien « aux ouvriers soviétiques partisans d'un syndicat libre ». Arguant que « la constitution de syndicats indépendants du patronat, de l'Etat et des partis est un progrès de la démocratie partout dans le monde », le syndicat des correcteurs a lancé un appel « aux organisations démocratiques du mouvement ouvrier... ».

Effectivement, la création du « syndicat libre en URSS » remonte donc à fin janvier de cette année, mais les dites « organisations démocratiques » définies dans le communiqué, habituellement si promptes à voler au secours de l'opprimé et de l'exploité (!) sont remarquablement silencieuses! En ce qui le concerne, le PCF ne doit pas assister à la contestation pratique d'un régime dont il est l'élève docile depuis si longtemps, sans une touche d'incertitude et d'hésitation de taille à rouiller un tantinet ses engrenages bureaucratiques : position inconfortable entre toutes que de clamer son amour de la liberté ici... et d'avoir pour père spirituel un régime dictatorial là-bas.

Depuis 1975, des documents étaient rassemblés, rédigés par des chômeurs et travailleurs afin de constituer un ensemble précis, un réquisitoire contre l'Etat soviétique. Amnesty International vient de se charger de les publier ; outre les cas précis de persécutions en tous genres, les divers signataires des documents accusent l'incohérence et l'incapacité d'un système social et économique où règnent « les mauvaises conditions de travail, les bas salaires, la fréquence des accidents du travail, les rendements, la mauvaise qualité, l'augmentation des prix ».

La contestation du régime stalinien par la formation d'un « syndicat libre », avec pour pionniers environ 200 adhérents, représente sans doute la première tentative de lutte organisée et structurée sur une base de classe en URSS. C'est le dépassement de la « dissidence », individuelle et collective, habituellement présentée comme le fait d'intellectuels, d'artistes ou de savants, au profit d'une organisation statutaire et indépendante de travailleurs. Pour adhérer au « syndicat libre », le premier article des statuts, publiés dernièrement par les « cahiers du Samizdat » de Bruxelles, est clair : « Tout ouvrier ou employé dont les droits et les intérêts sont lésés par les organes administratifs ou judiciaires, par ceux des soviets et du parti, peut devenir membre de l'Association du syndicat libre de travailleurs ». Si le « syndicat libre » n'est pas une structure offensive de lutte des classes dans son sens le plus strict, c'est qu'il correspond à la réalité soviétique et prend la forme d'un organe collectif de défense des travailleurs « à l'égard des défauts, des abus bureaucratiques, du mensonge, de l'incurie et du gaspillage, de tout préjudice à l'égard du bien public ». Si l'ironie était de rigueur, les statuts pourraient affirmer que c'est l'ensemble des travailleurs russes qui devraient adhérer sans ambage au « syndicat libre »!

D'ores et déjà, Vladimir Klebanov et nombre de ses camarades subissent l'arbitraire des licenciements, des arrestations et des internements... cycle classique en URSS. Les créateurs du « syndicat libre » sont à présent les cibles principales des tsars du Kremlin, bafoués dans leur autorité par le formidable défi lancé par cette poignée de travailleurs à l'étatisme soviétique.

Mais la plaie sociale est infectée... ça craque en URSS!

R. BERNARD
(groupe des Yvelines)

d'articles glorifiant la langue russe « étudiée avec amour par tous les peuples de la grande union soviétique, qui voient en elle un puissant instrument de leur progrès culturel et de la transformation socialiste » (professeur Lomtiev). Ce même professeur dénonçait « les nationalistes lettons qui, exécutant les ordres de l'aristocratie allemande, ont voulu germaniser leur langue »!

Staline est mort, mais la politique de russification continue. En janvier vient de se tenir à Tallin, capitale de l'Estonie, un congrès sur le thème suivant : rôle de la langue russe dans l'éducation de la jeunesse dans un esprit communiste. Le choix de Tallin est significatif. L'Estonie étant la république la plus réfractaire à la russification. Kondakov, vice-président de l'Académie de pédagogie de l'URSS, fit le discours d'ouver-

ture et le rapporteur était Valjas, secrétaire du parti communiste estonien. Ils montrèrent l'importance essentielle de l'enseignement de la langue et de la littérature russes. Cet enseignement devait être obligatoire dans tous les établissements d'enseignement. A l'université de Tartu (ex-Dorpat) on n'a pas attendu les instructions de ce congrès pour décider que seules les thèses en langue russe seraient acceptées et que celles rédigées en estonien seraient refusées.

Les pays baltes - comme les autres républiques de l'URSS - n'ont pas échappé à la logique inexorable des régimes totalitaires : être maître absolu de tous les pouvoirs, politique, économique et culturel et, par là-même, commander aux corps et aux esprits.

Jean BARRUE